

[Texte]

standards would be improved and families would have more flexibility and more choice. Consumption would increase and more local jobs would be developed.

• 1900

There would be a short-term spending increase up to 10 years. This would incline as the youth cohort in the population declines, as the effective research and development investment takes place, and as community-based development increases. There will be more jobs, and more employment will mean more tax revenues offsetting much of the spending increase. Finally more stable and secure employment will offset long-term costs of dependency, which will otherwise grow substantially through social assistance, guaranteed income supplement for elderly workers, workers' compensation programs, extended health and disability costs, which are related to employment levels, and the costs of other social dysfunctions in society, which are also directly related to unemployment and poverty. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Hunsley. You have drawn no relationship between the fund and the recommendations. Is this deliberate?

**Mr. Hunsley:** As we said in our brief, the income supplementation program, which we had referred to and which is being referred to by Mr. Forget in a more limited sense, simply needs to be put in place before one can tinker with the program that is there now.

**The Chairman:** Okay. Thank you.

Business Council on National Issues, Mr. Jackson.

**Mr. Sydney Jackson (Business Council on National Issues):** Thank you, Mr. Chairman. Our paper is drawn from a longer discussion paper, *Social Policy Reform on the National Agenda*, which we published last year. I will take some key points out of it.

My first point is that unemployment insurance is the most costly program administered by the federal government, costing over \$10 billion in 1986-87. This is almost six times more than total expenditures on the Canadian Jobs Strategy Program. As a percentage of GNP, Canada has the third highest expenditure on unemployment compensation of OECD member countries.

The UI expenditures have more than tripled as a share of GNP since the 1971 changes, while the unemployment rate has risen only by one-half. Some form of unemployment insurance is essential to provide temporary income replacement for those who lose their jobs. However, we believe that reform of unemployment insurance and other labour market programs would achieve a more effective balance between social and economic objectives by placing greater emphasis on appropriate skill development, re-employment incentives and counselling, and less emphasis on income replacement alone.

[Traduction]

humaines qu'économiques. Le niveau de vie global serait amélioré et les familles auraient plus de souplesse et plus de choix. La consommation augmenterait et on créerait plus d'emplois au niveau local.

L'augmentation des dépenses à court terme, sur une période de dix ans au maximum, diminuera au fur et à mesure que baissera la proportion des jeunes dans la population, qu'augmentera l'investissement réel dans la recherche et le développement et que s'accroîtra l'expansion économique communautaire. La hausse du nombre d'emplois se traduira par des recettes fiscales accrues, ce qui compensera l'augmentation des dépenses. Enfin, une situation de l'emploi plus stable et plus sûre contrebalancera les coûts à long terme de la dépendance, qu'il s'agisse de l'aide sociale, du SRG pour les travailleurs âgés, de l'indemnisation des accidentés du travail, des coûts prolongés de soins de santé et d'invalidité, ou des coûts d'autres dysfonctions sociales reliés au chômage et à la pauvreté. Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Hunsley. Vous n'avez pas fait ressortir les liens entre le fond et les recommandations. Est-ce voulu?

**M. Hunsley:** Comme nous l'avons dit dans notre mémoire, le programme de supplément de revenu, que nous avons mentionné et dont a parlé M. Forget dans un sens plus limité, doit être mis en place avant que nous n'apportions de changements au programme actuel.

**Le président:** D'accord. Merci.

Nous passons maintenant à M. Jackson du Conseil d'entreprise pour les questions d'intérêt national.

**M. Sydney Jackson (Conseil d'entreprise pour les questions d'intérêt national):** Merci, monsieur le président. Notre mémoire est tiré d'une étude plus approfondie intitulée *Social Policy Reform on the National Agenda* que nous avons publiée l'an dernier. Je vais vous en présenter les points saillants.

D'abord, le programme d'assurance-chômage est le plus coûteux de tous ceux administrés par le gouvernement fédéral et aura coûté plus de 10 milliards de dollars en 1986-1987. Cette somme est presque six fois plus élevée que le total des dépenses au titre de la Stratégie de planification de l'emploi. En pourcentage du PNB, le Canada arrive au troisième rang des pays membres de l'OCDE pour ce qui est du coût de son programme d'assurance-chômage.

Les dépenses au titre de l'assurance-chômage ont plus que triplé en proportion du PNB depuis les modifications de 1971, tandis que le taux de chômage s'est accru seulement de moitié. Certaines prestations d'assurance-chômage sont essentielles pour fournir un remplacement de rémunération temporaire pour ceux qui perdent leur emploi. Toutefois, nous croyons que la réforme de l'assurance-chômage et d'autres programmes du marché du travail permettrait d'atteindre un meilleur équilibre entre les objectifs sociaux et économiques en mettant davantage l'accent sur le développement des compétences requises et les incitations au réemploi et en accordant moins d'importance au seul programme de remplacement du revenu.